

Unité inter-départementale Haute-Garonne-Ariège
4 avenue Didier Daurat - CS 40 331
31776 COLOMIERS cedex

COLOMIERS, le 27/09/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/09/2022

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

MAJ ELIS

2 rue Isabelle Eberhardt

ZAC Garonne

31000 TOULOUSE

Références : 2022/854
Code AIOT : 0006803945

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/09/2022 dans l'établissement MAJ ELIS implanté 2 rue Isabelle Eberhardt - ZAC Garonne 31000 TOULOUSE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'est déroulée alors qu'un épisode de sécheresse est en cours sur le département de la Haute-Garonne. La visite a donc eu pour objectif de vérifier la mise en oeuvre, par la société MAJ ELIS, de son plan d'actions de réduction des prélèvements d'eau. Ce plan d'actions a été encadré par un arrêté préfectoral complémentaire du 26 juillet 2021, modifié par arrêté du 25 octobre 2021. Lors de la visite, le niveau d'alerte renforcée sécheresse était en vigueur pour les prélèvements d'eau potable.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- MAJ ELIS
- 2 rue Isabelle Eberhardt - ZAC Garonne 31000 TOULOUSE
- Code AIOT : 0006803945
- Régime : Enregistrement
- Statut Seveso : Non Seveso

La société MAJ ELIS exploite à Toulouse, 2 rue Eberhardt, ZAC de Garonne, une blanchisserie industrielle, classée à enregistrement sous la rubrique 2340-1 pour une capacité de lavage de linge de 120 tonnes par jour. L'établissement est réglementé par l'arrêté préfectoral du 13 août 2012. Les eaux usées de lavage sont pré-traitées (neutralisation et dégrillage) puis envoyées à la station

d'épuration urbaine de Ginestous.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- arrêté préfectoral complémentaire n°84 du 26 juillet 2021, modifié par arrêté préfectoral du 25/10/2021

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
1	Généralités	Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 2.	/

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)
2	Mesures d'urgence	Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 3. —	/
3	Bilan environnemental	Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 4. —	/
4	Niveau alerte renforcée	Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°84 du 26 juillet 2021	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection de l'environnement a constaté :

- 3 faits sans suites ;
- 1 fait susceptible de suites, auquel l'exploitant s'est engagé à répondre rapidement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Généralités

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 2.
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation des installations pour limiter les prélèvements d'eau. Les installations de prélèvement ou d'adduction d'eau de toutes origines sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Lorsque le niveau de gestion sécheresse d'alerte est déclenché sur la zone d'alerte où est situé l'établissement, ce dispositif est relevé quotidiennement. Les valeurs de débit sont portées sur un registre informatisé, tenu à disposition des services d'inspection des installations classées et de la police de l'eau.
Constats : Le synoptique des différents compteurs d'eau de l'établissement a été communiqué à l'inspection. L'établissement compte une arrivée d'eau ("eau ville process") et 27 compteurs internes. Ces différents compteurs permettent à l'exploitant d'analyser la consommation d'eau au plus près de son usage. La consommation d'eau est un indicateur de la politique HSE et qualité de l'entreprise depuis plusieurs années. Les courbes pluriannuelles de consommation d'eau ont été présentées lors de l'inspection démontrant le suivi pérenne de ce paramètre. Les évolutions montrent la recherche permanente de l'exploitant de réduire sa consommation d'eau. Le compteur général est relevé hebdomadairement. Le relevé informatique a été présenté pour l'année 2022. La fréquence n'a pas été revue depuis l'épisode de sécheresse en cours. Les relevés de la consommation d'eau ne sont pas faits quotidiennement. L'exploitant a noté cet écart lors de l'inspection et s'est engagé à respecter la fréquence quotidienne de relever la consommation d'eau.
Observations : L'exploitant a précisé travailler avec son fournisseur de lessiviel, notamment sur un process dit "cool chemistry" qui permet un nettoyage optimal du linge à une température plus basse (de l'ordre de 45-50°C) et avec une consommation d'eau moindre.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Mesures d'urgence

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 3. —
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : VIGILANCE : <ul style="list-style-type: none"> - Rappel des mesures d'économie d'eau élémentaires au personnel de l'installation - Affichage de panneaux de sensibilisation à chaque point d'utilisation d'eau - Limitations volontaires des usages de l'eau ALERTE : <ul style="list-style-type: none"> - Actions définies pour le niveau de vigilance - Arrosage des pelouses et espaces verts totalement interdit - Opérations de nettoyage des camions totalement interdites - Purge des réseaux d'eau interdit - Report des formations consommatrices d'eau (exemple : utilisation des RIA) - Mise à disposition des inspecteurs du registre de prélèvements journaliers - Report des opérations de maintenance consommatrices d'eau (dont nettoyage des tunnels) ALERTE RENFORCEE : <ul style="list-style-type: none"> - idem
Constats : Les actions graduelles, selon le niveau d'alerte, ont été balayées en inspection. Le rappel, auprès du personnel, des mesures d'économies d'eau élémentaires a été fait lors des réunions d'équipes dès le début de l'été. Des affiches ont été positionnées à plusieurs endroits dans l'entreprise : panneaux d'information ; douches ; à côté des fontaines à eau ; etc. Il n'y a pas d'arrosage des espaces verts sur le site. Le portique de lavage des camions est condamné électriquement. Aucun travaux n'a été fait depuis début août 2022 nécessitant la purge des réseaux d'eau. Il n'y a pas eu de formation consommatrice d'eau depuis plusieurs mois. Le nettoyage des tunnels de lavage (réalisé 2 fois par an) a été reporté hors période sèche.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Bilan environnemental

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 26/07/2021, article Art. 4. —
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : À l'issue de chaque période estivale et lorsqu'un niveau de gestion sécheresse (vigilance, alerte, alerte renforcée ou crise) a été atteint sur la zone d'alerte où sont localisés ses prélèvements, l'exploitant établit un bilan environnemental des actions conduites comportant : <ul style="list-style-type: none"> - l'évaluation a posteriori de son plan de réduction ; - un volet quantitatif des prélèvements et rejets évités ; - les coûts afférents ; - et les actions préventives et/ou correctives éventuelles à apporter au plan d'action sécheresse de l'établissement. Ce bilan environnemental est adressé à l'inspection des installations classées et à la police de l'eau un mois après la fin des restrictions de prélèvement en eau.
Constats : L'épisode sécheresse en cours n'étant pas terminé, l'inspection a simplement été l'occasion de rappeler cette exigence à l'exploitant.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Niveau alerte renforcée

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/10/2021, article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n°84 du 26 juillet 2021
Thème(s) : Risques chroniques, Sécheresse
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Réseau AEP Toulouse : 1340 m ³ /j ou 8 l/kg de linge (total usine)
Constats : Les prélèvements hebdomadaires réalisés sont inférieurs à 2600 m ³ pour l'année 2022 et donc, dans la mesure où l'activité de blanchisserie est exercée quotidiennement, les prélèvements d'eau sont largement inférieurs à 1340 m ³ /j. Le directeur d'établissement a rappelé la vigilance sur la consommation d'eau et la baisse d'environ 14% de cette consommation en 4-5 ans. La consommation d'eau est un indicateur de performance de l'exploitant. L'objectif qualité de l'établissement est d'avoir une consommation d'eau neuve (du réseau AEP de Toulouse) inférieure à 7,4 L/kg de linge lavé. Les graphiques de suivi de ce paramètre ont été vus lors de l'inspection et montrent que la consommation d'eau du site est strictement inférieure à 8 L/kg de linge.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet